

CONVERGENCE

LE MAGAZINE D'INFORMATION DU RÉSEAU SOLIDAIRE DU SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS

AUTOMNE 2023

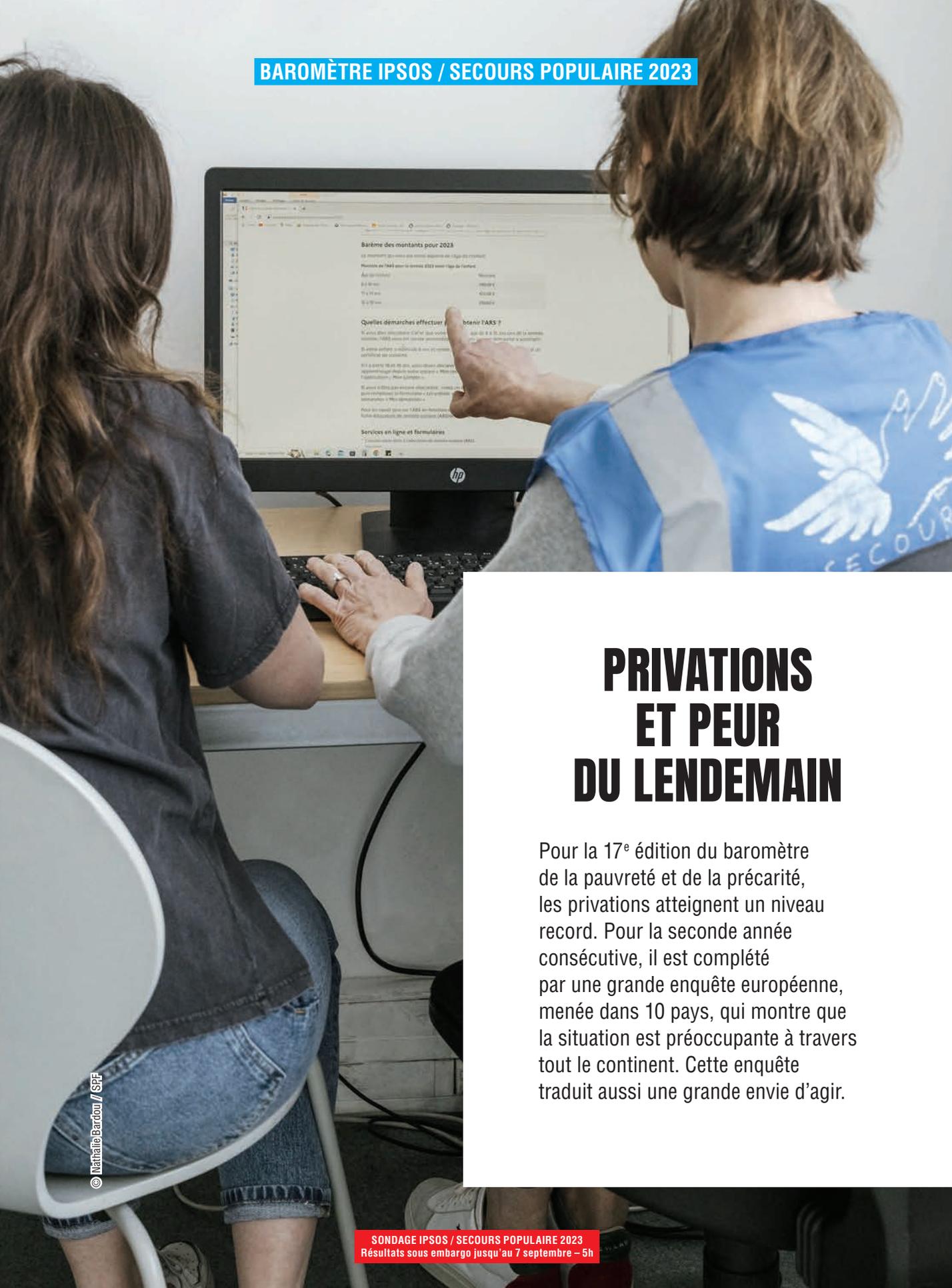


17^e BAROMÈTRE

Baromètre de la pauvreté et de la précarité Ipsos / Secours populaire 2023



www.secourspopulaire.fr



PRIVATIONS ET PEUR DU LENDEMAIN

Pour la 17^e édition du baromètre de la pauvreté et de la précarité, les privations atteignent un niveau record. Pour la seconde année consécutive, il est complété par une grande enquête européenne, menée dans 10 pays, qui montre que la situation est préoccupante à travers tout le continent. Cette enquête traduit aussi une grande envie d'agir.

◆ **C'est l'alerte rouge, couleur de la souffrance mais aussi de l'effervescence de la vie. Il est plus que temps d'« éveiller les consciences qui dorment au fond de leur lit»* : à la lecture du 17^e baromètre de la pauvreté et de la précarité Ipsos/Secours populaire, il apparaît que la situation des Français et des Françaises continue d'empirer en 2023, après une année 2022 « déjà marquée par une forte dégradation», comme le rappelle Étienne Mercier, directeur du pôle Opinion et du pôle Santé chez Ipsos, l'un des auteurs de ce nouveau baromètre.**

La situation est loin de s'être améliorée en 2023 pour les foyers en prise avec l'augmentation violente des prix, comme le montrent les milliers de réponses des personnes interrogées en juin dernier** : plus d'un Français sur deux, en effet, déclare ne pas parvenir à mettre de l'argent de côté (53%, +1 point) et, plus grave encore, près d'un sur cinq (18%) vit à découvert, une proportion en hausse de 3 points sur l'année écoulée ! Près d'un tiers des ouvriers (31%) et un quart des employés (25%) sont confrontés à cette situation aussi aberrante qu'angoissante.

Les difficultés pour assurer les dépenses courantes ont encore augmenté ; et pour une impressionnante batterie de besoins essentiels (santé, besoins des enfants, énergie et alimentation), elles « atteignent de nouveaux records », souligne encore Étienne Mercier. Dans le domaine des soins, pour commencer, c'est presque un Français sur deux (45%, au terme d'un bond de 6 points en un an) qui assure s'être retrouvé dans l'incapacité, absolue ou partielle, de payer certains actes médicaux. Même bond impressionnant de 6 points concernant la privation, au moins partielle, de fruits et légumes frais, pourtant indispensables au bon fonctionnement de l'organisme et au maintien de la force de travail : 43% des gens interrogés sont confrontés à l'impossibilité d'en consommer tous les jours, malgré les recommandations du Programme national nutrition santé.

Plus grave encore, pour l'un des pays les plus riches du monde : un Français sur trois (32%) n'est pas toujours en capacité de se procurer une alimentation saine en quantité suffisante pour manger trois repas par jour. Sur l'unique critère de la quantité, ils sont encore plus nombreux (35%) à ne plus faire trois repas chaque jour. Ils sont autant (36%) à se priver pour que leurs enfants ne se retrouvent pas devant une assiette vide...

“Les difficultés pour assurer les dépenses courantes ont encore augmenté et atteignent de nouveaux records.”

La privation la plus répandue porte sur la viande : près des trois quarts des personnes interrogées (72%) indiquent qu'elles ne peuvent plus en acheter, occasionnellement pour la plupart, mais aussi « régulièrement » pour une part non négligeable. Des réponses à mettre en rapport avec la dernière étude de l'Insee montrant que le volume des achats alimentaires des Français a diminué de 11,4%, entre le dernier trimestre 2021 et le deuxième trimestre 2023. Une chute sans précédent depuis 1980 (*Les Échos*, 10.08.23).

Autre énorme point noir, les factures d'électricité et de chauffage se sont révélées trop lourdes en 2023 pour 45% de la population malgré le bouclier tarifaire, désormais largement revu à la baisse, et alors que les tarifs réglementés sont sur la sellette. Ce sont encore 4 points supplémentaires depuis le précédent baromètre, mais surtout près de 20 points de plus depuis 2020 ! Du côté des parents, cette fois, la difficulté de répondre aux besoins de leurs enfants (fournitures scolaires, vêtements, cantine...) bondit, là encore, de 4 points : près d'une famille sur deux (46%) a du mal à intégrer dans son budget ce type de frais.

Ce tableau ne serait pas complet sans un focus sur les foyers dont le revenu est inférieur à 1200 euros nets par mois. Une situation loin d'être marginale puisqu'elle est vécue par environ 12% des ménages. Les privations y atteignent des proportions dantesques : 63% des membres de ce groupe caractérisé par les revenus les plus faibles déclarent avoir du mal à payer certains actes médicaux (+10 points en un an). Une vulnérabilité à mettre en rapport avec le fait que 50% d'entre eux éprouvent « des difficultés financières pour disposer d'une mutuelle santé » et doivent donc faire face à des restes à charge trop lourds, voire plus importants que pour la population plus aisée. Ce chiffre concernant les mutuelles est marqué par une augmentation de 9 points en 12 mois. Pour les repas, ils sont 57% à ne pas pouvoir se procurer assez de denrées de qualité pour manger 3 fois par jour. Là encore, ce chiffre s'est accru de 10 points en un an.



Au Secours populaire, les familles sont aidées sur les plans matériel et moral.

Face à la hausse des prix entamée en 2021, les Français placent toujours plus haut le seuil de pauvreté subjectif. Cette année, ils situent à 1 377 euros nets par mois, en moyenne, le revenu en dessous duquel une personne seule peut être considérée comme pauvre, c'est-à-dire qu'elle ne peut pas assurer ses « dépenses minimales de biens et services nécessaires pour (...) participer de manière effective à la vie sociale (...) sans peur du lendemain », selon la définition du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE). Ce chiffre de 1 377 euros est en hausse de 114 euros sur l'année écoulée ; c'est la plus forte hausse de cet indicateur depuis la création du baromètre, se plaçant juste 6 euros sous la valeur mensuelle nette du SMIC, après sa revalorisation de 54 euros depuis septembre 2022. La hausse du seuil de pauvreté subjectif exprimée par les Français a donc été deux fois plus forte que celle du Smic sur la période.

Loin des ambitions du Conseil national de la Résistance ou de la Déclaration de Philadelphie, la vie quotidienne, le statut et les horizons des Français semblent plus aléatoires que jamais. Près de 6 sur 10 déclarent avoir été à un moment de leur vie dans une situation de fragilité économique et sociale ou sur le point de tomber dans la précarité. Excès de pessimisme ? Ils sont quand même 38 % à avoir déjà connu une telle situation. Plus d'un ouvrier sur deux et plus d'une personne vivant avec moins de 1 200 euros net par mois (53 %) se sont déjà retrouvés dans cet état de vulnérabilité où les privations se conjuguent avec l'angoisse des lendemains et les démarches pour s'en sortir coûte que coûte.

La précarité, les Français en font aussi l'expérience à travers leurs proches : 67 % d'entre eux connaissent une personne de leur entourage qui semble être aujourd'hui confrontée à la pauvreté, un chiffre en hausse de 2 points en un an.

Plus d'un quart des gens interrogés (26 %) connaissent au moins quelqu'un dans cette situation dans leur famille et près d'un sur deux (49 %) parmi leurs amis ou leurs connaissances.

Constatant autour d'eux la fragilité des conditions d'existence, les Français se montrent toujours prêts à faire preuve de solidarité, loin des appels au repli sur soi qui résonnent dans le débat public. Plus des deux tiers des personnes interrogées (67 %) se disent, en effet, prêtes à s'impliquer personnellement pour aider les personnes en situation de précarité, un chiffre en hausse de 2 points en un an. Une tendance à la hausse qui se mesure dans tous les baromètres, du Secours populaire ou autres, à chaque fois qu'une crise économique et sociale s'approfondit. Les Français sont à l'unisson du poète : « *La souffrance est chose sacrilège quand il y a pour tous des roses et du pain blanc.* »*

* Déclaration, G. Moustaki, 1973

** Le baromètre de la pauvreté et de la précarité a été mené auprès de 996 personnes, constituant un échantillon représentatif de la population française âgée de 16 ans et plus. Elles ont été interrogées par téléphone les 17 et 18 juin 2023.

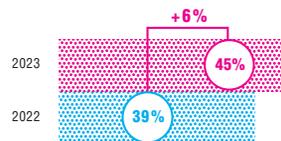


Personnellement, vous est-il déjà arrivé de vous dire, à un moment de votre vie, que vous étiez sur le point de connaître une situation de pauvreté ?

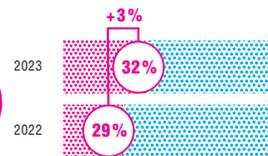
Plus d'un Français sur deux craint de basculer dans la précarité.



Presque un Français sur deux (45 %, +6 points) assure s'être retrouvé dans l'incapacité, absolue ou partielle, de payer certains actes médicaux.



Un Français sur trois (32 %) n'est pas toujours en capacité de se procurer une alimentation saine en quantité suffisante pour manger trois repas par jour.



EUROPE : LES CLASSES MOYENNES AUSSI EN CRISE

◆ **La situation est très préoccupante à l'échelle de l'Europe, même si l'inflation a ralenti au cours de 2023. Très répandues, les privations « apparaissent parmi les classes moyennes, qui sont désormais dans "la seringue"* », avertit Étienne Mercier, directeur chez Ipsos et l'un des auteurs de cette seconde grande enquête européenne, qui complète le 17^e baromètre de la pauvreté et de la précarité. Menée en juin dernier, dans 10 pays et auprès de 10 000 personnes, cette enquête est « un outil unique » de par son ampleur.**

Près d'un tiers des Européens (29%) se disent en situation de précarité, dans le contexte de la très forte hausse des prix, entamée depuis 2021. Cette situation est particulièrement palpable en Grèce (49%) et en Moldavie (46%). Plus d'un Européen sur deux (55%) a vu son pouvoir d'achat diminuer au cours des trois dernières années, comme en Serbie (63%) ou en France (60%).

Si la majorité des Européens (56%) s'en sortent, ils doivent néanmoins « faire attention » aux fins de mois et seuls 18% se disent dans « une bonne situation ».

La crainte de ne plus pouvoir subvenir à ses besoins essentiels dans les prochains mois touche près d'un Européen sur deux (48%). Cette crainte est d'autant plus forte que la majorité des Européens (51%) ont été contraints, au premier semestre, de se priver – renonçant, par exemple, à se soigner malgré un problème de santé – ou de demander une aide financière à des proches. Ainsi, 62% ont déjà dû restreindre leurs déplacements (en voiture, en transports en commun) et 46% n'ont pas augmenté le chauffage chez eux alors qu'ils avaient froid. Plus grave encore, près d'un Européen sur 3 (30%) a déjà été obligé de sauter un repas alors qu'il avait faim.

Si les personnes résidant en Moldavie (68%) et en Grèce (63%) sont encore

une fois les plus nombreuses à avoir récemment vécu des situations de ce type, il faut souligner que l'Allemagne est le pays où la proportion est la plus faible. Mais, même au sein du pays le plus riche, 39% encore des personnes interrogées ont été confrontées à au moins une de ces situations au cours des six mois ayant précédé l'enquête.

L'inflation a déceléré mais elle reste une menace pour de nombreux foyers : 62% des Européens sont inquiets quant à leur capacité à faire face à une nouvelle hausse des prix de l'alimentaire, 59% le sont au regard d'une éventuelle dépense imprévue et 59%, à nouveau, à l'égard d'une augmentation du prix du carburant.

* « Dans la seringue », une expression voulant dire « sous pression », « en difficulté ».

** L'enquête a été menée en ligne, du 7 au 27 juin 2023, en Allemagne, en France, en Grèce, en Italie, en Moldavie, en Pologne, au Portugal, au Royaume-Uni, en Roumanie, en Serbie.

Les Européens

48 %

Craignent de basculer dans une situation de précarité dans les prochains mois.

51 %

Se sont privés (nourriture, déplacements, chauffage, santé...) au cours des 6 derniers mois.

36 %

Des parents d'enfants n'ont pas pu subvenir à leurs besoins essentiels (repas, santé, scolarité, vêtements...).

30 %

Déclarent avoir dû sauter un repas malgré la faim.

76 %

Se déclarent disposés à s'impliquer personnellement pour aider ceux en situation de pauvreté.

10 000 personnes ont été interrogées dans 10 pays pour réaliser l'enquête en Europe.



© Jean-Marie Ravapen / SPF

REPORTAGE

Vivre avec une calculette dans la tête

◆ **À Troyes, les bénévoles de la permanence d'accueil sont présents pour écouter et venir en aide (sur les plans alimentaire, vestimentaire, etc.) aux personnes pour qui les difficultés ne cessent de s'aggraver.**

À une heure et demie de Paris, Troyes semble une ville où il fait bon vivre. Néanmoins, la dernière enquête publiée par l'Observatoire des inégalités en juin 2023 révèle que deux de ses quartiers figurent parmi les vingt les plus défavorisés de France. Leur point commun : une population largement constituée de personnes isolées et un chômage énorme. Cette réalité, Marie-Christine Valentin, secrétaire générale de la fédération de l'Aube du Secours populaire, la côtoie quotidiennement. « Sur Troyes et l'ensemble du département où nous avons des comités, nous constatons une hausse de plus de 30% de demandes. Les familles sont touchées de plein fouet par l'inflation et les crises qui se succèdent. Nos activités de solidarité sont de plus en plus nombreuses. ». Les retraités avec de trop petites pensions, les personnes en activité qui ne parviennent pas à faire face, les personnes isolées, les familles

monoparentales, les étudiants viennent toujours plus nombreux.

.....

“Sans l'aide du Secours populaire, je n'y arriverais pas.”

.....

Marina, mère de deux enfants en bas âge, est heureuse de trouver de quoi habiller Tom, son petit dernier de deux ans. « À cet âge-là, ils n'ont pas le temps d'user les vêtements, ils grandissent vite. Il y a trois mois, il a fallu changer tous les pantalons. Et aujourd'hui, je cherche des vêtements d'été. » À la recherche d'un emploi depuis que son compagnon est parti, elle ne sait plus comment faire pour subvenir aux besoins de ses enfants. « Ce sont eux qui comptent avant tout. Moi je peux attendre. Mes vêtements ne sont pas complètement usés », nous dit-elle. Comme elle, les familles qui viennent aujourd'hui au libre-service de la solidarité sont impactées par la baisse du pouvoir d'achat et l'augmentation des factures.

Maria est bénévole et responsable de la préparation de l'aide alimentaire depuis longtemps. Elle reconnaît que pour les familles, le quotidien est de plus en plus difficile. « Grâce à ce que nous obtenons des partenariats locaux, des ramasses et des accords avec des producteurs locaux, la qualité, la diversité et la quantité sont quand même au rendez-vous. » Des produits d'hygiène et des produits d'entretien sont mis à la disposition des familles. Mais ici, comme dans de nombreux lieux d'accueil, ce sont les produits pour bébé et les couches qui font cruellement défaut.

Pour contribuer à acheter ces produits onéreux et, plus généralement, pour financer la solidarité, le Secours populaire organise à Troyes quatre braderies par an et deux foires aux livres. Ces initiatives s'accompagnent de collectes dans les grandes surfaces, comme pour les fournitures scolaires durant l'été. Marie-Christine Valentin, qui anime la fédération depuis 6 ans, compte sur ces précieuses initiatives. Néanmoins, elle constate que l'inflation touche aussi les donateurs. « Lors des collectes en grandes surfaces, nous voyons que, comme les personnes que nous aidons, les clients sont impactés par la crise. Ils donnent moins et s'orientent plutôt vers des produits de base comme les pâtes et le riz. »

Pour Madame Moussaoui, mère de cinq enfants et en invalidité, les revenus du foyer sont insuffisants pour vivre. Venue au Secours populaire avec sa fille Yasmine, élève de seconde qui l'aide à porter ses sacs, elle est gênée de nous raconter son quotidien. « Tout augmente aujourd'hui, la fin du mois c'est le 15. Avec ma voisine, on recherche en permanence les bons plans, les promos et les lots dans les magasins de déstockage. Parfois cela fait beaucoup, mais on achète à plusieurs familles et on partage, c'est comme ça que l'on parvient à s'en sortir. »



© Jean-Marie Raypen / SPF

L'aide alimentaire est précieuse quand chaque centime d'euro compte dans un budget.

Dominique et Marie-Laurence sont bénévoles depuis un an au Secours populaire. Amies, elles partagent la même envie de se sentir utiles. Alors, une à deux fois par semaine, elles viennent donner de leur temps pour aider les autres. Postées au rayons fruits et légumes de la distribution, elles ont à cœur que tout soit joliment présenté. La variété des produits rend hésitantes les familles. Fraises, artichauts, aubergines, tomates, salades, radis, carottes... Un choix digne des plus grands primeurs. « Nous aidons les familles dans leurs choix, en donnant notamment quelques idées recettes », explique Dominique.

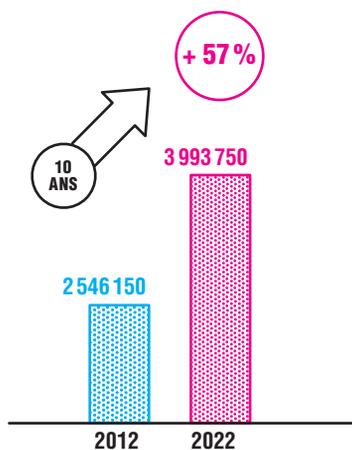
Madame B. est retraitée depuis 4 ans. Ancienne auxiliaire de vie, elle a travaillé toute sa vie sans jamais aucune période de chômage mais, pour elle, « la vie est dure ». Avec une pension de 800 euros et un loyer de 400 euros, les comptes sont vite faits. « La première fois que je suis venue ici, il a fallu que je prenne sur moi. Mais les bénévoles ont pris le temps de parler avec moi et cette écoute m'a aidée à avoir moins honte. » Depuis, elle vient toutes les deux semaines car, sinon, elle sait que les derniers jours du mois elle ne pourrait plus manger. « J'ai une calculatrice dans la tête, tous les jours je fais le décompte de ce qu'il me reste sur mon compte.

“Pas d'imprévus possibles, pas de petits plaisirs non plus.”

Pas d'imprévus possibles, pas de petits plaisirs non plus. Il y a 6 mois, ma machine à laver est tombée en panne: il a fallu que je demande à mes enfants de m'aider. J'ai hésité longtemps avant de le faire. » Son petit-fils l'a véhiculée; avec sa canne et ses difficultés à se déplacer, elle ne pourrait sinon pas venir au Secours populaire. Se restreindre au quotidien sur tout, c'est ce que font toutes les familles qui viennent au Secours populaire de l'Aube. Sur les vêtements, les loisirs, les vacances mais aussi l'alimentaire. Sur tous ces postes de dépenses, le Secours populaire agit et accompagne les familles du mieux qu'il peut. Une sortie seniors d'une journée est organisée à Fontainebleau et une balade à la mer est proposée aux familles. Un atelier informatique a lieu tous les mardis après-midi, car la fracture numérique est aussi un problème auquel le SPF tente de répondre. L'objectif des bénévoles: accompagner les familles dans leur quotidien et leur apporter des réponses concrètes.

Près de 4 MILLIONS de personnes ont été aidées par le Secours populaire, en 2022, en France et dans le Monde.

↗ Soit une augmentation de 57% en 10 ans



Aujourd'hui, sur notre continent européen, plus d'1 parent sur 3 déclare avoir déjà été dans une situation où il ne pouvait plus subvenir aux besoins essentiels de ses enfants.

PAROLE D'EXPERT



© Joël Lumien / SPF

Étienne Mercier, Directeur des pôles Opinion et Santé chez Ipsos

« En 2023, les résultats du baromètre européen de la pauvreté et de la précarité, mené auprès de 10 000 Européens, dresse le panorama d'une situation toujours très préoccupante et qui dans des pays comme la France, continue même d'empirer après une année 2022 déjà marquée par une forte dégradation sociale. Ailleurs en Europe, la situation ne s'améliore pas, que ce soit en Grèce, en Italie ou encore au Royaume-Uni ou au Portugal. Dans les pays de l'est de l'Europe, en Roumanie, en Serbie ou encore en Moldavie, les niveaux de précarité vécus par les populations sont aussi très inquiétants. Aujourd'hui, sur notre continent européen, plus d'1 parent sur 3 déclare avoir déjà été dans une situation où il ne pouvait plus subvenir aux besoins essentiels de ses enfants.

Les chiffres sont d'autant plus alarmants que ce ne sont plus seulement les catégories de revenus les plus fragiles qui souffrent de la pauvreté mais aussi une large part des catégories moyennes de revenus. Comme un cancer, la précarité se diffuse, se chronicise et malheureusement la baisse du niveau de l'inflation ne semble pas vraiment changer la donne pour le moment. Nos enquêtes nous montrent que, partout en Europe et dans le monde, la crainte du risque de tensions sociales et de fracturation de la société ne cesse d'augmenter. Cette précarité subie en est l'un des principaux moteurs et, à terme, son aggravation continue pourrait mener à des mouvements de très grande ampleur. »



© Eva Sanchez / SPF
Sabrina Gardon

« **La pauvreté a des conséquences sur notre vie sociale, sur nos enfants, sur notre moral, sur notre santé. Être en situation de pauvreté, c'est un parcours du combattant au quotidien. Nous sommes obligés de nous justifier pour**

tout, d'expliquer par exemple que nous sommes obligés de prendre des forfaits mobiles pour nos enfants, parce qu'ils en ont besoin pour vérifier leurs emplois du temps au collège, ainsi que leurs devoirs. Les représentations négatives à notre égard relèvent d'une forme de torture mentale, qui peut mener à la dépression. »

Sabrina Gardon. Témoignage écrit avec Niclette Ndinda Nzamba et Saïda Hizzir, toutes trois portant la voix des personnes aidées par le Secours populaire au sein du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

TÉMOIGNAGES



© Alex Gasteratos / SPF
Rena Delagrammatika, habitante d'Athènes

« **Il y a une paupérisation énorme, ici, en Grèce.**

J'ai 62 ans. J'ai deux enfants. Mon fils a 35 ans et vit d'un petit boulot ici, mais ma fille a été obligée de s'expatrier en Croatie parce qu'elle ne trouvait pas de travail en Grèce. J'ai personnellement énormément limité mes dépenses. Aujourd'hui, tout ce que j'ai sur moi, je l'ai reçu de Solidarité populaire [le partenaire local du Secours populaire]: mon pantalon, mes chaussures, ma veste. L'association m'aide aussi à me nourrir.

Parallèlement, je suis bénévole depuis de nombreuses années. J'aide et en même temps je reçois de l'aide. À la permanence d'accueil où je me rends, je retrouve des gens qui sont dans la même situation que moi. Aider les gens qui en ont besoin, ça me rend vraiment heureuse, en participant par exemple aux distributions alimentaires organisées dans les quartiers populaires d'Athènes et au camp de réfugiés de Malakasa. »



POUR EN SAVOIR PLUS

